

L'immigration encore !

L'immigration, une fois de plus, revient en force dans le débat électoral et **est posée comme enjeu de société majeur**. Chacun se met ou se remet à afficher les préjugés les plus éculés et à se prévaloir de ses valeurs, d'autant plus revendiquées qu'elles ne sont pas définies. Cette pratique permet d'affirmer avec certitude que les étrangers qui menacent notre sol et notre identité ne respectent pas NOS valeurs... La recette a déjà souvent servi et certains n'hésitent pas à la ressortir tant ils espèrent des gains faciles de voix tout en escamotant d'autres réalités certainement plus déterminantes pour la réalité de nos sociétés mais sur lesquelles ils ont moins de capacité ou de volonté à proposer ou à agir. **Ce constat n'est pas une exclusivité française, il est, hélas partagé en Europe** où des partis identitaires et xénophobes se développent assez largement en fonction d'histoires particulières, de regain de nationalisme, dans un continent dont l'union a du mal à être perçue positivement et qui se retrouve confronté à une mondialisation aussi enrichissante qu'inquiétante.

Ainsi **l'Europe** qui a construit son essor en grande partie sur la conquête et l'exploitation du reste du monde a une double attitude : elle **pratique l'ouverture des frontières aux capitaux et aux marchandises dans un univers néolibéral** où elle risque de se retrouver piégée par des règles qu'elle est parfois seule à appliquer rigoureusement, quitte à subir la concurrence parfois déloyale de ses partenaires et concurrents ; et, pour flatter une opinion frileuse, elle **se fabrique des barrières à l'entrée de son territoire pour tenter de réguler des flux migratoires en grande partie fantasmés**. Les victimes de cette pratique sont d'abord les près de 2 000 morts annuels noyés en Méditerranée ou perdus dans le Sahara en voulant rejoindre le continent tant désiré : bilan comparable à un conflit de moyenne intensité, mais pour lequel il n'y a pas d'ennemis déclarés donc pas de présumés coupables... Cette Europe prompte à affirmer ses valeurs n'hésite pas à sous traiter la gestion des flux migratoires à des pays limitrophes peu regardants sur les pratiques démocratiques et encore moins sur le respect des droits fondamentaux de l'Homme. Les financements de l'agence Frontex chargée d'appliquer cette politique connaissent une croissance exponentielle. Il est vrai qu'en échange de ces basses œuvres, l'UE peut se montrer généreuse sur des financements de programmes de développement économique.

Mais n'oublions pas cependant que l'Europe a été le promoteur de politiques de lutte contre les discriminations, et, par la présence (strasbourgeoise) de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, garantit plutôt mieux qu'ailleurs dans le monde un certain nombre de droits fondamentaux, y compris pour les migrants... Rien n'est parfait !!! A quand la signature par les pays européens de la convention internationale sur les droits des migrants ?

La réalité démographique de l'Europe, son vieillissement global entrainera, comme cela a déjà été le cas dans des espaces plus restreints, un besoin de population et de main d'œuvre. L'enjeu est de savoir de quelle manière ces nouveaux venus seront reçus : tolérés comme simple force de travail ou accueillis comme une population destinée à partager un destin commun ? Comme vous l'avez compris une perception des réalités des migrations passe par la dimension européenne qui s'impose ici comme dans d'autres domaines, même si chacun de ses membres y compris la France a des spécificités propres.

La France est une vieille terre d'immigration et elle a du mal à le reconnaître. Pourtant elle doit presque autant que les USA la structure de sa population actuelle à des migrations. La part de la population étrangère en France est actuellement inférieure à celle des populations étrangères de nombreux pays d'Europe, grands et petits, mais elle s'inscrit dans une histoire plus longue, ce que le démographe François HERAN nomme une infusion durable par opposition à une intrusion massive. Pour mémoire l'immigration la plus massive et rapide des cent dernières années a été l'arrivée des Portugais dans les années 60 du siècle dernier... Sans problème ! Mais aussi l'arrivée des rapatriés d'Algérie dont on commémore actuellement le cinquantenaire... avec ou sans problème ?

Le modèle français d'intégration pratiqué depuis le 19^{ème} siècle et conceptualisé dans les années 80 privilégie l'individu qui trouve sa place dans la société quand les institutions collectives, l'école, l'armée, les églises, les partis et syndicats, les entreprises, lui ouvrent leurs portes. Lorsque ces organisations sont en crise, le dynamisme du processus d'intégration perd de sa force, le chômage accentue encore le phénomène et l'on retombe dans les bras des vieux démons de la xénophobie, du bouc émissaire pour stigmatiser l'étranger comme destructeur de cohésion nationale. La figure du bouc émissaire a évolué au cours des âges. Longtemps ce fut le juif, et l'antisémitisme reste en embuscade, prêt à ressurgir, même là où l'on ne l'attend pas. Puis il y eut l'aventure coloniale avec son racisme érigé en doctrine d'Etat : le devoir vis-à-vis des races inférieures de Jules Ferry... il ressurgit aussi au détour d'une déclaration ministérielle. Puis il y eut les moldo-valaques, polaks, ritals et autres métèques stigmatisés par la presse nationaliste des années 30. La guerre d'Algérie n'a pas fini de marquer les mentalités et les maghrébins portent dans les soixante dernières années la majorité des représentations du bouc émissaire : fellaghas, loubards, filles voilées et islam en général aujourd'hui, dans un contexte mondialisé de prétendu choc des civilisations. On peut y rajouter les sans-papiers dont le chiffre d'expulsions annoncé affiche le volontarisme matamore de nos ministres chargés de l'immigration.

L'air du temps est à l'affirmation de la prégnance de l'identité culturelle comme facteur déterminant des freins à l'intégration républicaine. Cela permet de passer sous silence les facteurs socio économiques qui ont été décisifs dans les périodes de forte dynamique d'intégration. Un récent avis du Haut Conseil à l'Intégration (8 février 2012) affirme : « En France, en dix ans, le nombre d'associations financées par l'Etat et œuvrant dans le domaine de l'intégration des immigrés et de leurs descendants directs a diminué de 80%.» Lorsque les institutions publiques, avec leurs exigences républicaines, se retirent aussi significativement du terrain de la solidarité, il n'est pas étonnant de voir certains se tourner vers d'autres lieux de solidarités de type communautaire, ethnique ou religieux. Cela coûte moins cher dans l'immédiat à la collectivité, mais le modèle d'une société de cohabitations multiculturelles qui a montré ses limites dans d'autres pays européens risque de se profiler, avec un coût à long terme plus lourd, alors que le modèle français a porté tant de réussites réelles. L'inflation de lois restreignant l'entrée et le séjour des étrangers ne règle rien : elle contribue à renforcer les filières illégales et elle déstabilise une partie de la population stigmatisée. Ethniciser la question sociale ne règle aucun problème. En refusant de prendre en compte la réalité d'une société métissée et enrichie de sa diversité mais confrontée à une crise économique et sociale majeure, elle retarde la mise en œuvre d'outils et d'énergies pour un mieux vivre ensemble sur les territoires de la République. **A l'érection de murs, à la stigmatisation et à la relégation de populations il est temps de substituer la construction de ponts, une politique de mobilité responsable, une hospitalité constructive et une citoyenneté généreuse.**

Pierre GREIB

Pierre GREIB a été président du CLAPEST, avant que cette Association ne disparaisse faute de financement de l'État. Il reste militant associatif, notamment à la CIMADE.

**L n°56 - 1er trim 2012
Ref. : Identité**